

L'ÉVEIL

de la nation

Hebdomadaire togolais d'informations générales - Fondé en 2004

Prix : 250 F CFA

Réduction des risques de catastrophes naturelles : "Togbossi 2016", une simulation à succès dans les Lacs **P.5**

Célébration de la journée de l'Europe :

Quand Nicolas Berlanga Martinez s'attaque à l'opposition partisane de "l'immobilisme" dans le processus de décentralisation



Nicolas Berlanga Martinez, chef de la Délégation de l'UE au Togo

Connu pour ne pas aller de main molle quand il s'agit de se prononcer sur la situation politique et socio-économique du Togo, le chef de la délégation de l'Union Européenne au Togo, Nicolas Berlanga Martinez, a profité de la célébration de la journée de l'Europe 2016, pour lever le voile sur le vrai visage de l'opposition togolaise, qui selon ce dernier, "spécule pour que l'immobilisme favorise leurs intérêts politiques ou économiques"...

Lire suite P4

Interview exclusive de Noël De Poukn, Président de la NJSPF :

Supposé accaparement des biens de son frère défunt, éventuelle descente aux enfers de l'homme, les vérités poignantes de Noël De Poukn dans ces deux différentes affaires "Je suis toujours engagé aux côtés des veuves, orphelins, démunis et déshérités" **P.7**



Noël De Poukn, Pdt de la NJSPF

Rapport d'Amnesty Internationale sur la situation des droits de l'homme :



Salil Shetty, SG AI

Quand l'organisation tente désespérément de salir l'image du Togo **P.3**

Investissements financiers et réalisation des travaux d'infrastructures :

L'efficacité et la transparence dans l'utilisation des deniers publics **P.4**



La nouvelle aéroport de Lomé

Remplacement à la tête de la SALT:

Le nouveau Management annoncé par l'ex DG SALT commence par prendre corps **P.4**



Malick Natachaba, nouveau DG de la SALT



Kogoé Akrima, ancien DG de la SALT

Célébration du 11 mai : Bibish Mola lève l'équivoque entre les rastas et la drogue

"La fumée des rastas a étouffé le message"



Bibish Mola

P.6



COMMISSARIAT GENERAL

Direction de la Communication
Et des Services aux Usagers

N° 005 /2016/OTR/CG/DCSU

Communiqué de l'Office Togolais des Recettes

Relatif à la perception de l'Impôt sur le Revenu des Transporteurs Routiers (IRTR)

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) rappelle aux contribuables soumis au paiement d'Impôt sur le Revenu des Transporteurs Routiers (IRTR) communément appelé trimestre que la perception de cet impôt au titre du premier trimestre 2016 débutée depuis le 1^{er} avril 2016 se poursuivra jusqu'au 30 avril 2016.

En outre, il est rappelé aux conducteurs qu'ils sont redevables pour leur propre compte de la Taxe Complémentaire sur Salaire (TCS).

Les contrôles débuteront le **02 mai 2016** et s'étendront jusqu'au **30 juin 2016** sur toute l'étendue du territoire national.

Les retardataires s'exposent à la rigueur de la loi.

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes compte sur le civisme de tous.

Fait à Lomé, le 11 1 AVR 2016

Le Commissaire Général

Henry Kanyesiime GAPERI

Suggestion de Mgr Philippe Fanoko Kpodzro visant à retoucher des mots de l'hymne national : Vers la dénaturation de la vraie histoire du Togo ?

Reputé pour ses positions tranchées sur la politique togolaise, L'archevêque émérite de Lomé Mgr Philippe Fanoko Kpodzro, à travers sa suggestion de changer un vers de l'hymne nationale " Terre de nos Aïeux ", semble être allé trop loin cette fois dans ses propositions de solutions pour faire du Togo la terre promise.

En effet, au cours d'une messe d'action de grâce organisée pour fêter les 40 ans d'épiscopat de l'homme qui a présidé la conférence nationale souveraine du Togo en 1990, ce dernier a profité de cette aubaine pour interpeller le gouvernement, l'ensemble de la classe politique et la population, à suivre certaines conditions afin d'arriver à la terre promise. L'une de ces recommandations étant qu'un vers de l'hymne nationale soit modifié.

Pour Mgr Philippe Fanoko Kpodzro, le vers " Vainquons ou mourons mais dans la dignité " de l'hymne est quelque peu désuet, car il a été composé au moment où le Togo luttait pour son indépendance. Il faudrait l'adapter au temps actuel. Celui qui annonce la terre promise. " Vainquons et vivons dans la dignité ". Tel doit être chanté dorénavant ce vers, selon lui.

Cependant L'archevêque émérite de Lomé semble ignorer que l'hymne national dans son ensemble est un emblème du Togo, qui retrace l'histoire de l'indépendance de notre pays,

tout en rappelant les efforts et la lutte que nos aïeux ont menés au prix de leur vie pour arracher cette liberté dont nous jouissons et nous prévalons aujourd'hui.

Changer ce vers, ne serait-ce qu'un mot de cet hymne, serait une manière de volontairement mettre le voile sur une partie de la vraie histoire du Togo. La conséquence directe est que les enfants qui naîtront après cette époque, ne sauront plus rien de la réelle histoire qui a motivé la composition de ce chant plein de sens.

Bien que reconnu pour avoir de belles idées, ayant déjà fait ses preuves sur d'autres sujets, L'archevêque émérite de Lomé aurait mieux fait de passer sous silence cette proposition et de la garder pour lui seul. Révélation divine ou pas, l'histoire du Togo doit être connue de toutes les générations de fils et filles qui ont du sang togolais dans leurs veines.

Cette proposition n'est par ailleurs pas reçue l'assentiment du parti de Jean-Pierre Fabre. Cependant, même si cette position de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC)



Mgr Philippe Fanoko Kpodzro

semble juste, les raisons évoquées pour la soutenir sont aussi grotesques que ridicules. Sinon comment comprendre que le parti orange puisse évoquer la question d'alternance à travers cet hymne, quand on sait que tous les vers qui le composent expriment la lutte pour la liberté et l'indépendance ?

Réagissant sur une radio locale, le Chargé à la communication de l'ANC, Eric Dupuy a soutenu que cet hymne quoique rédigé dans un "contexte de la lutte pour l'Indépendance du Togo", s'inscrit aujourd'hui également

dans "la logique de la lutte pour l'Alternance au Togo".

" Depuis plus de 50 ans, le Togo vit sous le joug tyrannique de la famille Ganssingbé. Donc aujourd'hui, je trouve que notre hymne à tout son sens, notamment quand il dit : Que viennent les tyrans, Ton cœur soupire vers la liberté, Togo debout, luttons sans défaillance, Vainquons ou mourrons, mais dans la dignité.

Aujourd'hui, le peuple togolais se bat pour sa dignité, il se bat pour se libérer de ces tyrans qui l'écrasent depuis plus de 50 ans", ose-t-il déclara-

ter, pour une nouvelle fois embrouiller les togolais qui n'aspirent qu'à un meilleur vivre.

Selon ce dernier qui ne rate jamais d'occasion de s'en prendre au pouvoir de Faure Gnassingbé, " la colonisation française sur notre pays n'a duré en réalité que 39 ans et nos parents se sont battus pour cette Indépendance. Il nous appartient aujourd'hui de nous battre comme nos aïeux l'ont fait pour libérer à nouveau notre pays de 50 ans de joug du Rpt/Unir et de la famille Gnassingbé".

Il apparaît donc clair que toutes les occasions sont bonnes pour s'en prendre à Faure Gnassingbé, alors que ce dernier se bat corps et âme pour le développement socio-économique et politique du Togo.

La sortie de l'archevêque émérite de Lomé Mgr Philippe Fanoko Kpodzro aura servi de nouvelle plateforme pour critiquer et dévaloriser la famille Gnassingbé.

Pendant qu'on y ait, l'ANC ne devrait pas oublier le vers " Togolais viens, bâtissons la cité ", et accepter la main tendue de Faure Gnassingbé afin d'œuvrer ensemble pour l'avancement du Togo vers l'émergence sûre et durable.

G/N

Rapport d'Amnesty Internationale sur la situation des droits de l'homme :

Quand l'organisation tente désespérément de salir l'image du Togo

Après avoir raconté des mensonges grotesques sur la situation du Togo en 2001, accusant les autorités du pays de l'époque, d'avoir assassiné des centaines de Togolais, dont les corps jetés dans la mer flottaient au large des côtes, Amnesty international vient encore de tirer à boulets rouges sur le Togo, démontrant ainsi sa mauvaise foi en ce qui concerne la véracité de la situation des droits de l'homme dans le pays.

Il nous en souvient qu'après la publication de 2001, plusieurs togolais se sont demandés si on parlait de leur pays ou s'il s'agissait plutôt d'un autre pays. Puisque ce rapport indiquait que des centaines de corps humains flottant sur la mer, mais ni les loméens qui aiment nager, ni les pêcheurs qui vont pêcher du poisson, ni les nombreux bateaux qui sont en haute mer n'ont vu l'ombre d'un seul.

Il s'agissait donc avéré que c'était des allégations mensongères, sinon un montage destiné à nuire à l'image de notre très cher Togo. Submergé de honte, le secrétaire général du mouvement d'alors, Pierre Sané, avait dû présenter des excuses publiques au peuple Togolais. Et depuis, le mouvement fait très attention aux informations que certaines ONG de la place lui transmettent. Mais malheureusement, Amnesty Internationale semble oublier cette douloureuse expérience en publiant d'autres informations non vérifiées.

Pour cette fois, Amnesty tente de faire croire que la situation des droits de l'homme au Togo est stagnante, et qu'elle peut se détériorer rapidement.

" Depuis quelques années, la situation au Togo sur les droits de l'homme



Salil Shetty, Sg de Amnesty International

stagne. Il y a quelques engagements qui ont été pris par les autorités togolaises, notamment devant la communauté internationale, qui n'ont pas été respectés ou qui ont été partiellement mis en œuvre. Il est important que la communauté internationale fasse preuve de vigilance, parce que cette situation sur les droits de l'homme pourrait se détériorer rapidement ", a laissé entendre François Pactuel.

A en croire ce rapport, la plupart des manifestations pacifiques sont interdites et il est fait un usage excessif de la force et des armes à feu par les forces de sécurité. Par ailleurs, poursuit le fameux rapport, les défenseurs des droits de l'homme et les journalistes sont menacés et harcelés par les services de police. Seulement l'on se demande si Amnesty international a pris soin de vérifier ces allégations ou s'il s'agit d'une volonté manifeste de nuire au Togo en colportant des informations fausses.

S'il est vrai cependant que le Togo a pris des engagements lors de

l'Examen Périodique Universel au cours duquel le gouvernement a librement présenté la situation des droits de l'homme du Togo, il n'en demeure pas moins vrai que le pays a fait des avancées significatives que des organisations Onusiennes ont apprécié.

Amnesty International doit savoir qu'il y a une loi qui régit les manifestations publiques au Togo, et

que la situation de la liberté d'expression a énormément évolué.

Il apparaît évident donc que cette ONG aurait dû faire un travail de fond pour déceler les vraies violations et formuler les recommandations aux autorités, afin de les aider à améliorer la situation des droits de l'homme qui n'est dans aucun pays du monde parfaite à cent pour cent. C'est une quête permanente pour laquelle les organisations de défense des droits de l'homme doivent œuvrer en décelant des cas de violations et en les portant à la connaissance des autorités avec des propositions pour une amélioration.

Autre cas soulevé par le rapport, les homosexuels seraient persécutés au Togo. Il faut cependant rappeler que parmi les recommandations qui lui avaient été faites lors de l'Examen Périodique Universel en 2011, le Togo avait rejeté le mariage des homosexuels. Mais, sont-ils réellement persécutés au Togo ? Existe-t-il au Togo des cas avérés de persécution ? Nous n'en sommes pas sûrs, encore

moins Amnesty Internationale.

Mais, vu qu'il s'agit d'une pratique contraire à nos mœurs, il est possible que les homosexuels soient stigmatisés par leurs proches. Cependant, le rapport ne dit pas cela.

Ce rapport s'apparente donc à une attaque ouverte pour nuire ou freiner les efforts de progrès démocratiques que Faure Gnassingbé et son gouvernement conduisent pour faire avancer le Togo sur les rails de l'émergence.

Pour ceux qui refusent de regarder la réalité en face, ce rapport a tout son sens, mais pour tout togolais doté d'esprit de discernement, ce rapport n'est autre qu'un amas d'informations non vérifiées, avec pour objectif de freiner l'élan des gouvernants togolais vers un avenir plus radieux.

Il revient donc à chaque citoyen togolais de faire preuve de réalisme afin que notre beau pays continue sur la même lancée de la nouvelle ère de développement initiée par Faure Gnassingbé.

G/N

Refus de l'opposition de travailler avec le pouvoir de Faure Gnassingbé :

DANI AYIDA DONNE DES CONSEILS UTILES À L'ANC

Dans son message adressé à la nation en début d'année, Faure Gnassingbé déclarait " nous avons besoin de toutes les filles et de tous les fils du Togo. Votre énergie et votre mobilisation seront décisives pour remporter les victoires de demain. Pour ma part, je ne ménagerai aucun effort afin de rassembler toutes les forces vives de notre pays autour des enjeux véritables qui doivent nous mobiliser ".

Cet appel semble cependant être tombé dans des oreilles de sourds, et pour cause, les forces de l'opposition n'entendent aucunement pas travailler mains dans les mains avec le prési-

dent pour arriver au même objectif : Offrir aux togolais un meilleur cadre de vie. Et pourtant des experts venus d'ailleurs et qui ont pris la peine d'étudier la situation politique du Togo

pensent que la meilleure des choses serait qu'ils travaillent ensemble.

C'est le cas notamment de Dani Ayida expert en démocratie et politique pour l'Afrique de l'Ouest, qui n'est pas allé du dos de la cuillère pour dire ouvertement ce que l'opposition aurait préféré garder sous silence pour continuer de se donner raison, et prolonger sa léthargie intel-

Suite à la page 7

Célébration de la journée de l'Europe : Quand Nicolas Berlanga Martinez s'attaque à l'opposition partisane de "l'immobilisme" dans le processus de décentralisation

Connu pour ne pas aller de main molle quand il s'agit de se prononcer sur la situation politique et socio-économique du Togo, le chef de la délégation de l'Union Européenne au Togo, Nicolas Berlanga Martinez, a profité de la célébration de la journée de l'Europe 2016, pour lever le voile sur le vrai visage de l'opposition togolaise, qui selon ce dernier, "spécule pour que l'immobilisme favorise leurs intérêts politiques ou économiques".

Conscient de la politique du sur place que tente de faire régner cette opposition togolaise dans son ensemble, s'agissant du processus de décentralisation mis en marche par le gouvernement depuis quelques mois, Nicolas Berlanga Martinez n'y est pas allé avec le dos de la cuillère pour dire certaines vérités à ce bord politique qui, à force de querelles dues à des ambitions personnelles et égoïstes, dressent des obstacles aux efforts de développement de Faure Gnassingbé.

"Ceux qui, de tous bords, penseraient qu'il vaut mieux temporiser, qui spéculeraient pour que l'immobilisme favorise leurs intérêts politiques ou économiques, qui décideraient de traiter la question de la décentralisation comme une affaire partisane, risquent de s'installer dans la nostalgie paralysante du passé donnant des solutions d'antan à des problèmes d'aujourd'hui", a déclaré le chef de la délégation de l'UE à l'endroit



Nicols Berlanga Martinez, chef de la Délégation de l'UE au Togo

de cette opposition.

Cette déclaration prouve à suffisance que la représentation de l'UE au Togo, a bien compris le jeu politique qui se joue par l'opposition, qui au lieu de penser à la résolution des maux sociaux, préfèrent se donner à des conflits partisans, démontrant ainsi leur ambition démesurée visant à satisfaire leur égo surdimensionné et leurs intérêts personnels.

C'est donc à juste titre que le chef de la délégation de l'UE au Togo invite cette classe politique à changer de stratégies et de comportements, afin de contribuer plus efficacement, chacun dans son rôle, à solutionner les questions relatives à la décentralisation, dans un esprit où

l'intérêt national prime sur la méfiance, et en évitant l'aveuglement intellectuel consistant à penser que quel qu'un est le seul dépositaire de la raison.

"Les apports des uns et des autres, un débat citoyen responsable, contribueront à chercher les réponses adéquates et les plus proches de la vie quotidienne des hommes et des femmes, s'agissant surtout de l'accès aux services publics de base et de la participation à un système démocratique qui doit viser un juste équilibre entre les compétences à décentraliser et les compétences régaliennes assurant la cohésion sociale et la sécurité de l'état", a-t-il donc exhorté pour leur dire de réorienter le

débat en faveur des objectifs primordiaux que sont notamment le bien être de chaque citoyen togolais, la réduction de la pauvreté, et l'accès aux services de base.

Nicolas Berlanga Martinez n'a cependant pas omis de saluer l'engagement du gouvernement qui a pris sur lui d'aller au bout de ce processus de décentralisation, traduisant ainsi sa détermination à avancer convenablement vers un meilleur vivre pour tous les togolais.

"La discussion sur la décentralisation qui s'est bien implantée ces derniers mois montre que la volonté politique semble plus affermie que jamais à transformer la réflexion en action", a-t-il félicité.

Poursuivant dans les félicitations, ce dernier n'a pas omis de mettre un accent sur l'inauguration de grands ouvrages faite par le Président de la République dans la semaine du 27 avril. Il s'agit notamment d'une aérogare flambant neuve qui va certainement impacter positivement le nombre d'arrivées, un hôtel haut de gamme nécessaire pour couvrir un créneau du marché propice à des rencontres et à des sommets internationaux, et finalement les travaux pour l'aménagement du 4ème lac et la construction d'un système d'assainissement dans des quartiers périphériques à Lomé.

Contrairement aux détracteurs qui refusent de reconnaître les efforts de Faure Gnassingbé depuis son acces-

sion à la magistrature suprême, Berlanga Martinez a affirmé par ailleurs que partout où il a eu l'occasion de passer de Lomé jusqu'à Cinkassé, les visages des Togolais ne sont pas ceux de la haine, mais plutôt du désir de paix. Hommes et femmes, jeunes et personnes âgées, expriment un refus de l'extrémisme.

Toutefois, poursuit-il en guise de conseil aux autorités du pays, ils ne cachent pas le malheur d'un accès limité à la santé, l'adversité de ressources insuffisantes pour l'éducation, le scepticisme vers une justice éloignée, ou le désespoir face au manque d'opportunités. C'est ici que l'on voit que démocratie et développement économique se rejoignent.

Insistant sur la nécessité de dialoguer pour aller ensemble vers des solutions durables, Berlanga a soutenu que "nous sommes convaincus, parce que notre propre histoire nous le confirme, que le dialogue en continu, qui remplace l'affrontement par le débat, qui surmonte les différences par les accords, est l'expression la plus honnête de la politique.

Au-delà de tout, l'UE reste déterminée à poursuivre sa marche "avec le Togo", afin de faire de ce pays un pays prospère où il fait bon vivre.

"Ces défis auxquels vous êtes confrontés, vous n'allez pas y faire face seuls. Vos défis sont les nôtres", a rassuré le chef de la délégation de l'UE au Togo.

G/N

Investissements financiers et réalisation des travaux d'infrastructures : L'efficacité et la transparence dans l'utilisation des deniers publics

Il n'y a pas plus en retard que celui qui refuse de se lever pour avancer. Les vagues de réformes engagées par le Chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé, depuis un certains temps, et qui tendent à faire de notre pays un pays émergent dans la sous région, sont autant d'indicateurs pour soutenir la thèse selon laquelle, le Togo malgré son retard, est résolument décidé à avancer. Peut importe les commentaires que feront les pessimistes.

Ils sont aujourd'hui nombreux les réformes opérées. Que ce soit dans le domaine de l'assainissement des finances publiques, à la reconstruction des infrastructures, tant celles concernant les transports et les activités de tourisme, des efforts sensibles sont faits.

Les dernières réalisations en date, sont la construction et l'inauguration d'une nouvelle aérogare flambant neuf, qui permet au pays d'être inscrit non seulement sur la liste des rares pays dont les aviations répondent aux normes des standards internationaux, amis aussi permet au pays de d'augmenter sa capacité d'accueil qui passe d'environ 800 milles à 2 millions d' passagers par an.

L'autre infrastructure qui redonne au Togo sa lettre de noblesse en matière de tourisme, est la réhabilitation de l'ancien hôtel du 2 février, aujourd'hui baptisé Hôtel Radisson Blu.

Rien que ces des deux pas de géants témoignent à suffisance de la volonté manifeste et déterminante du gouvernement de porter le Togo vers des lendemains plus glorieux.



Vue partielle de la nouvelle aérogare de Lomé

L'ambition du Chef de l'Etat étant, entre autres, de faire du Togo un hub commercial ou une plaque tournante des grandes affaires. Il s'agit d'accentuer la mobilisation des ressources internes et externes afin d'augmenter les financements des secteurs qui sont sources de croissance et des secteurs sociaux prioritaires.

Dans la réalisation de tous ces projets, la transparence est la règle principale de conduite. Ces financements sont reflétés dans les lois de finances de l'année et retracés dans les lois de règlement. Il serait malséant pour quiconque de faire croire que les différentes lois de finances ne renseignent

pas sur la réalisation des travaux.

La réhabilitation de l'Hôtel Radisson Blu 2 février, a été le fruit d'un Partenariat Public-Privé. Sa réhabilitation et sa gestion seront assurées aux frais du concessionnaire, notamment le Groupe Kalyan qui se fera rembourser par une partie des profits générés par cet hôtel.

Ce qui sous-entend que l'Etat n'a rien déboursé dans la réhabilitation de l'hôtel Radisson Blu 2 Février en dehors des exonérations fiscales.

Tous, devrions nous tourner vers le meilleur devenir de la terre de nos aïeux.

La Rédaction

Remplacement à la tête de la SALT: Le nouveau Management annoncé par l'ex DG SALT commence par prendre corps

Le Chef de l'Etat vient de nommer un nouveau Directeur Général à la Société Aéroportuaire de Lomé Tokoin en la personne de Malick Natchaba, précédemment Conseiller à la Présidence de la République. Si cette nomination pour certains apparaît comme un carton rouge vermeille donné à l'ancien DG Kogoé Akrima, nous autres la percevons comme une mission accomplie et bien accomplie d'ailleurs de la part de ce professeur de lettres aux Universités du Togo.

En effet, c'est sous son regard que les travaux de construction de la nouvelle aérogare ont démarré et abouti. La rigueur que l'homme a toujours imprimée dans sa gestion de la SALT a per-



Malick Natchaba, nouveau DG de la SALT

mis, sous la clairvoyance du Chef de l'Etat, que les travaux arrivent à leur terme.

Le 25 Avril dernier, comme une prophétie, Kogoé Akrima annonçait l'i-



Kogoé Akrima, ancien DG de la SALT

nauguration de la nouvelle aérogare "Puisse enfin le nouveau management et tous ceux qui opéreront, assumer en toute conscience, avec hauteur, et fierté les lourdes et exaltantes responsabilités

que son administration, sa gestion et sa maintenance imposent".

Ces propos de Monsieur Akrima étaient passés inaperçus, mais à la lecture des événements de Mercredi dernier avec la nomination d'un nouveau DG, on réalise que Kogoé Akrima venait ainsi de rendre le tablier après des valeureux et loyaux services exécutés à la tête de la SALT plusieurs années durant. Pour parler comme les militaires, on dira mission bien accomplie pour le DG Kogoé Akrima.

Du côté du nouvel arrivant, que tous nos vœux de bonheur et de réussite accompagnent Malick Natchaba dans sa nouvelle fonction.

La Rédaction

Réduction des risques de catastrophes naturelles : "Togbossi 2016", une simulation à succès dans les Lacs

Dans le cadre de la réduction significative de la vulnérabilité des populations et du renforcement des capacités nationales face aux phénomènes d'inondations dans différentes régions du pays, l'Etat togolais avec l'appui des partenaires techniques et financiers, s'est engagé dans une dynamique de renforcement de sa résilience, grâce au projet Gestion Intégrée des Catastrophes et des Terres (PGICT). A cet effet, un exercice de simulation, dénommé "Togbossi 2016, s'est tenu le vendredi 06 mai dernier dans la préfecture des Lacs précisément dans le canton d'Aklakou.

Cet exercice de simulation qui revêt un caractère national et qui a été initié par le ministère en charge de la sécurité et de la protection civile, a connu la présence de tous les acteurs impliqués dans la gestion des catastrophes et inondations, notamment les ministères de l'environnement et des ressources forestières, et celui de l'action sociale.

L'objectif de cette opération qui, a une dimension civilo-militaire, c'est de procéder à une exécution en grandeur nature du dispositif national en vue de renforcer les capacités de préparation et de réponses aux éventuelles inondations.

Au cours d'une simulation qui frisait plutôt la réalité, il a été question de mobiliser entre autres, acteurs de santé, éléments du corps des sapeurs pompiers, forces de l'ordre de sécurité et de défense avec la participation des communautés sinistrées (population locale). Selon la simulation, l'inondation a eu lieu à Adamé.

La population a été ensuite envoyée à Aklakou, site d'accueil des sinistrés, en passant par le centre de triage d'Agbanakè. A Agbanakè, zone à risque, la carte de la localité réactualisée le 5 juin 2015 et présentée par la Croix-Rouge togolaise indique 1114 personnes vivant sur les lieux. Un travail immense s'abat à ce niveau, d'autant plus que les esprits sont entraînés d'être préparés, en l'occurrence le travail de sensibilisation qui se fait en collaboration avec les autorités locales pour gérer de façon efficace les inondations, si elles surviennent.

En effet, des indicateurs locaux, notamment la montée des fourmis magnan à la surface, la présence de reptiles constituent des signes révélateurs qui doi-

vent renseigner la population.

D'après les explications, la lecture de la balise installée par la Croix-Rouge sur les principaux cours d'eau permet de surveiller le niveau d'eau et informer à temps les communautés exposées.

Ainsi, le rouge indique une montée inquiétante d'eau, donc un grand risque d'inondation. Le jaune traduit une montée d'eau, avec risque d'inondation. Le vert indique le niveau normal de l'eau, donc pas de risque d'inondation.

A Aklakou, le site d'accueil des sinistrés montre des dispositifs d'accueil impressionnants avec une pratique de soins de santé, sans oublier d'autres installations relatives à la météo, au système d'assainissement et d'approvisionnement à l'eau potable, à la logistique et à l'assistance secours, au système d'opération militaire, où des aspects relatifs à la gestion humanitaire et sécuritaire sont pris en compte.

Pour le ministre Yark Damehame, cet exercice ne sera pas le dernier. Il n'a pas manqué de souligner le bien fondé de cette opération qui permettra aux forces de défense et de sécurité à réagir promptement et dans les meilleurs délais face aux inondations.

Rappelons que ce projet a connu l'appui des partenaires techniques et financiers, notamment la Banque Mondiale, l'Organisation Mondiale de la Santé la Croix rouge et AFRI-COM

Moudjib Falana



Les officiels suivant les explications des experts



Sauvetage des sinistrés



Photo de famille

Célébration du 11 mai : Bibish Mola lève l'équivoque entre les rastas et la drogue

"La fumée des rastas a étouffé le message"

Le 11 mai de chaque année, toute la communauté des rastas pleurent leur Bob Marley, décédé depuis 1981. Cependant, le mouvement rastafari, épris de paix et d'amour est souvent assimilé au monde de la drogue. Ce qui n'est pas forcément vrai quand on sait qu'il y a des rastas qui ont compris les valeurs de ce mouvement, et qu'ils s'abstiennent de la consommation de ces produits nocifs. Artiste chanteur de reggae, et portant des dreads sur la tête, Bibish Mola a accepté de s'ouvrir, afin de laver cette image négative qui est attachée aux rastas. Pour lui, "La fumée des rastas a étouffé le message", ce message de paix et d'amour qu'il devrait porter à l'endroit du monde a été tronqué contre la fumée de la drogue que certains rastas s'amusent à humer à longueur de journée. Lire l'intégralité de l'entretien.

Présentez-vous à nos lecteurs s'il vous plaît.

Je suis Bibish Mola, artiste chanteur de reggae, je suis togolais.

Expliquez-nous un peu le concept Rasta.

Le rastafarisme est né en Jamaïque dans les années 1920. Au début, c'était un mouvement de revendication des fils et petit-fils d'esclaves et qui luttait beaucoup pour la libération. Parce qu'après l'abolition de l'esclavage, les noirs étaient encore maltraités, donc les noirs luttèrent pour leur liberté et le mouvement est parti de là. Quelques années plus tard, le mouvement est devenu spirituel.

Et pour cause ces esclaves se retrouvaient à l'église après le travail pour louer Dieu et demander la force de pouvoir continuer par supporter les souffrances. Le mouvement s'est poursuivi dans les églises jusqu'au moment où un Pasteur du nom de Marcus Garvey a lancé le concept "Back to Africa".

En fait, après l'esclavage, il y en a qui ont préféré revenir à leur source qui est l'Afrique. Dans les années 1927, ce même pasteur a prédit qu'en Afrique, un noir sera couronné. Quelques années après, la prophétie s'était réalisée, et un rastafari a été couronné roi des rois et a pris l'appellation "Ayilé Sélassié" qui veut dire le pouvoir de la trinité. C'est donc à partir de ce moment que le mouvement spirituel des rastas a commencé par croire que l'Afrique est la terre promise à laquelle ils doivent retourner, et ils ont commencé considérer l'empereur comme la réincarnation de Dieu sur la terre.

Voilà à peu près d'où vient le mouvement des rastafaris.

Le port des dreads est-il forcément associé à la musique reggae ?

Ce n'est pas forcément le cas. On pense souvent à cela parce que celui qui nous a fait découvrir cette musique, Bob Marley en l'occurrence, a porté les cheveux. Les gens ont donc assimilés la musique reggae aux rastas. En réalité, la musique reggae n'est pas celle qui caractérise réellement le rastafari, c'est plutôt le Nayabingui qui est plus rattaché au concept du rastafarisme. Ce n'est donc pas une obligation pour les "reggae" mans de porter des dreads.

Bob Marley, une icône du ragae, qu'est-ce qu'il représente pour vous ?

Pour nous, Bob Marley est un homme mystique, un grand artiste. En tant que musicien, il représente pour moi une référence, c'est un grand bosseur, un bon guitariste, un chanteur talentueux, qui a eu de bonnes inspirations dans sa musique. Il représente aussi cet homme qui est le symbole de la paix, de l'amour, de la justice, parce que ce sont ces thèmes qu'il a chanté durant toute sa carrière. C'est donc comme ça que je le vois, comme un message.

Pourquoi sa mort, qui devrait plutôt être un événement douloureux est célébrée en pompe comme une grande fête ?

Je ne pense pas qu'on puisse parler



Bibish Mola

de fête dans ce cas. Je sais que partout dans le monde, le 11 mai n'est pas une journée où on mange et on boit. C'est beaucoup plus une journée où, soit les gens sont dans le recueillement, soit ce sont des podiums qu'on met un peu partout pour jouer de la musique reggae. C'est ce que Bob Marley nous a appris, c'est cet héritage qu'il nous a laissé. Donc généralement les gens se retrouvent le 11 mai pour danser au son du reggae.

C'est donc une manière de se rappeler de lui, de propulser encore plus le reggae qui est aussi une musique qui véhicule toujours ce message de paix d'amour et d'unité.

Souvent les rastas sont assimilés à des drogués, qu'en est-il exactement ?

Ce n'est pas faux cet amalgame. Voilà pourquoi moi, je dis toujours que "la fumée des rastas a étouffé le message". Je dis cela parce que quand on voit des gens qui portent des cheveux rasta comme moi, ils sont étiquetés comme des fumeurs d'herbes, quand on voit quelqu'un qui chante du reggae c'est automatiquement un fumeur, parce qu'effectivement c'est cette image que certains présentent à la société. Bob Marley c'était un bon artiste, un rasta, mais il a beaucoup fumé aussi. Il a fumé en public pour montrer son attachement à l'herbe.

Nous avons donc remarqué qu'il y a aujourd'hui plus d'adeptes que de pratiquants. Les gens aiment le mouvement, mais ils ne sont pas pratiquants. C'est quand même à tort que les gens rattachent toujours la fumée aux rastas et à la musique reggae.

Il y en a qui disent qu'on peut être rasta sans forcément porter des cheveux, ou porter les cheveux sans être rasta, expliquez-nous un peu ce concept.

En fait, pour mettre le rastafarisme dans son contexte originel, qui est un mouvement de contestation et de gens qui veulent leur liberté et qui veulent montrer leur envie de vivre dignement, en ce moment on peut ne pas porter les dreads, mais être rasta.

En ce moment, c'est l'idéologie du mouvement que nous suivons. Mais si on doit parler du rastafarisme en tant que religion, en ce moment, on doit porter les dreads. Ce qu'il faut relever

bles.

Vous-même, en tant qu'artiste de reggae, et rasta, comment la société vous juge ou vous regarde-t-elle, quand on sait que vous considérez comme des bandits ou délinquants ?

Forcément que les gens nous regardent de travers. C'est pour ça que je me suis dit que chaque 11 mai désormais, j'ai deux objectifs : Continuer par propulser la musique reggae qui est notre héritage, et aussi faire comprendre aux gens que nous ne sommes pas des drogués. Nous sommes étiquetés.

Il n'y a que ceux qui sont proches de nous qui savent ce que nous sommes. Ça n'a pas été facile, et ça ne l'est toujours pas d'ailleurs de porter des cheveux comme ça, et de pouvoir s'imposer. Il y a toujours ce regard de fumeur d'herbes, ce regard de délinquant, ce regard négatif. Ce n'est pas facile, mais quand on sait ce qu'on veut, on avance et on arrive à montrer aux gens que ce n'est pas ce qu'ils pensent.

Quels conseils avez-vous à l'endroit de la jeunesse togolaise, qui soit disant pour noyer les soucis, se donnent à la drogue ou à l'excès d'alcool ?

A la jeunesse, je dirai tout d'abord qu'ils ne sont pas responsables de leur situation aujourd'hui, parce que tout jeune qui a fait des études ne souhaiterait pas par exemple se retrouver sans emploi. Mais il faut que la jeunesse comprenne que ce n'est pas en se donnant à la drogue ou à l'alcool qu'ils trouveront des solutions. L'expérience a prouvé que ça n'a jamais marché. Quand on se sent un peu perdu et qu'on va se chercher un réconfort dans la drogue, là c'est chaotique. Ce que je peux leur dire c'est de garder espoir et de continuer à sa battre parce que de toutes les façons, c'est le pays qui ne nous arrange pas, c'est l'Afrique qui ne nous arrange pas. Il vaut donc mieux avoir de l'espoir et continuer par lutter au lieu de sombrer dans la drogue.

Un message particulier à vos frères rasta, et surtout à ceux qui célèbrent en pompe le 11 mai ?

Mon message à leur endroit est qu'ils doivent commencer par prendre conscience qu'on ne doit plus faire véhiculer cette image négative des rastas. Que les gens arrêtent de fumer parce qu'ils sont des rastas. Que les gens, lorsqu'ils décident de porter les dreads, les portent parce qu'ils sont fiers d'être africain, mais surtout qu'ils soient propres. C'est cette image que les gens ont de nous parce qu'il y a des rastas dans la rue tout sale, avec des cheveux sales, ils ne font rien, ils ne font que fumer.

C'est donc cette image négative que nous voulons combattre. Je leur dirai donc qu'ils peuvent être rastas sans fumer. Pareil pour ceux qui ont envie de faire de la musique reggae.

Bibish Mola a disparu de la scène musicale depuis quelques mois, des surprises en vue ?

Disparu, on peut peut-être le dire parce que chez nous ici c'est quand on voit quelqu'un souvent à la télé qu'on dit qu'il est présent. Moi je suis musicien et je joue pour vivre. Je peux donc ne pas être à la télévision mais je fais mon métier. En réalité ce n'est pas nous qui sommes absents, c'est la scène même qui est absente. Combien de podiums sont montés, combien de concerts il y a dans l'année pour jouer réellement si ce n'est des play back. C'est le plateau même qu'on nous présente qui est absent. Nous nous sommes là et nous avons envie de toujours jouer avec le même plaisir. C'est donc ce qui manque pour jouer, sinon je suis présent.

Votre mot de fin ?

Pour finir je dirai qu'il nous faut toujours cultiver le "One Love", la paix, l'amour, la justice et l'unité partout dans le monde. Le monde est en train de changer, le terrorisme aussi est là, nous devons donc faire attention autour de nous pour qu'un jour des fanatiques ne viennent pas changer notre manière de vivre, et saquer notre amour pour la liberté, et laïcité.

Je vous remercie.

Propos recueillis par G/N

Programme de partenariat d'Etat du bureau de la garde nationale des Etats-Unis :

Préparer le Togo à affronter les crises humanitaires et catastrophes

Le major-Général, Alan Dorhmann de la garde nationale du Dakota du Nord, a effectué une visite de travail à Lomé du 9 au 11 mai 2016, dans le cadre du programme de partenariat d'Etat du bureau de la garde des USA. Visite au cours de laquelle, il a participé avec les autorités en charge de la sécurité et de la défense au Togo, à une rencontre sur l'Etat de préparation aux catastrophes et gestion des crises humanitaires.

L'objectif de ce programme de partenariat dont bénéficie le Togo est de renforcer les capacités militaires, d'améliorer l'interopérabilité et les principes de gouvernance responsable.

Cette visite sur le sol togolais, a permis au Major-Général Alan Dorhmann de rencontrer le col YarkDamahane, ministre chargé de la sécurité et de la protection civile, et le chef d'Etat-major des forces armées Togolaises, le Général



Le Major-général Alan Dorhmann de la garde nationale du Dakota du Nord

Abalo Kadangha.

Il s'est agi également de rencontrer le personnel du centre des Sapeurs Pompiers, avec une visite de leurs installations. Il a été question de ressortir les points essentiels pour une relation de coopération bénéfique entre l'Etat du Dakota du Nord des USA et le Togo.

Pour le major-Général

Dorhmann, les USA sont disponibles à aider le Togo à mieux se préparer pour affronter tout type de crise notamment celle humanitaire, ainsi que la gestion des catastrophes, un des domaines de coopération de ce programme de partenariat d'Etat.

Rappelons que, la garde nationale du Dakota du Nord et la République Togolaise ont signé un accord de

partenariat en 2014 pour le partage de l'expertise dans les domaines de l'assistance humanitaire, la gestion des catastrophes, le support technique en matière de génie militaire, ainsi que la formation d'officiers et sous-officiers. Le programme existe depuis vingt-deux ans.

MoudjibFalana

Interview exclusive de Noël De Poukn, Président de la NJSPF :

Supposé accaparement des biens de son frère défunt, éventuelle descente aux enfers de l'homme, les vérités poignantes de Noël De Poukn dans ces deux différentes affaires.

"Je suis toujours engagé aux côtés des veuves, des orphelins, des démunis et des déshérités"

Des rumeurs ayant fait le tour de certains cabarets pour finalement chuter dans la presse, laissaient croire qu'entre Noël De Poukn et son ancienne Patronne, Ingrid Awadé, ce n'était plus le "grand amour" pour insinuer que le torchon brûlerait entre l'ancienne directrice Générale et le Chef Service Matériel de la Direction Générale des Impôts.

L'autre rumeur savamment distillée au sein de l'opinion et dont le seul l'objectif est probablement de jeter du discrédit sur le Président de la NJSPF, concerne son prétendu accaparement des biens de son grand frère, feu Raoul De Poukn, au détriment des ayants droit, à savoir, la veuve et la fille de Raoul.

Fidèle à notre devoir de donner des informations vraies à nos lecteurs, nous avons approché le PDG de Zénith Group pour en savoir plus. A cœur ouvert, Noël De Poukn a accepté de répondre à nos préoccupations à travers un entretien à bâtons rompus.

L'Éveil de la Nation : Bonjour Monsieur le Président, des informations de plus en plus persistantes ont laissé croire que le torchon brûlerait entre vous et votre ancienne patronne, Mme Ingrid Awadé. Qu'en est-il exactement ?

Noël De Poukn : Bonjour et merci pour l'occasion que vous me donnez de m'exprimer sur les différentes informations colportées sur ma personne et dont les auteurs de ces allégations sont les seules à connaître la finalité d'une telle campagne de dénigrement dont j'ai fait l'objet.

D'entrée, laissez-moi vous dire que je n'ai aucune relation conflictuelle avec ma patronne, Mme Ingrid Awadé. Une patronne pour qui, je continue par vouer ma loyauté. Elle a même du contacter l'un de ceux qui rependont ces genres d'informations pour lui dire clairement, mais fermement, qu'elle n'avait aucun problème avec moi.

LEN : Ces derniers temps, il se raconte que vous seriez accusés de toutes parts et que vous auriez même vendu certaines de vos voitures à Dapaong lors de la fête traditionnelle TingbanPab. Confirmez-vous cette information ?

NDP : Vous savez, j'ai appris tout comme vous, par voie de presse, que je serai dans des difficultés au point où je sois obligé de revendre certaines de mes voitures. Cela m'a tellement fait marrer d'autant plus que, pour quelqu'un qui veut se faire une affaire de vente de voitures ne les amènera pas jusqu'à Dapaong, car, il me semble que les voitures se vendent mieux et bien à Lomé.

LEN : Des accusations à la limite très graves sont portées contre vous

concernant votre arrivée à Lomé en dans les conditions pas très enviables, et l'ingratitude que vous auriez affichée à l'égard de la femme de votre frère qui, pourtant, vous aurait bien accueilli. Qu'est ce qui est à l'origine de votre "haine contre la femme de votre frère" ?

NDP : Je voudrais d'abord vous dire que j'ai connu Lomé dès le bas âge, j'ai fréquenté le lycée de Tokoin où j'ai obtenu mon BAC II en l'an 2000. Mes camarades d'amphi à l'université du Bénin, aujourd'hui Université de Lomé, peuvent mieux vous renseigner sur ma personne.

En 2008, j'ai soutenu mon Master II en Management des Entreprises à Lomé, les archives des différentes écoles vous édifieront.

Ce que vous devriez savoir de ma personne également et que vous ignorez, c'est que je suis fils d'un fonctionnaire, ancien député à l'Assemblée nationale, ancien directeur régional de la production forestière et propriétaire de plusieurs hectares de plantations dont les Tecks, c'est étonnant que pareilles sottises se racontent sur ma personne.

Ce qui serait fondamental de rappeler à ce micro c'est que mon frère Raoul (paix à son âme) est décédé en 2008. C'est donc bizarre qu'on dise qu'ils m'ont accueillis lui et sa femme, je veux bien savoir comment un mort peut accueillir et aider un vivant. En ce qui concerne la femme de mon frère, dame Afiwavi, je n'ai aucun problème avec elle.

LEN : Comment alors expliquez-vous que des doigts accusateurs vous font porter le chapeau de celui qui a chassé cette dame et sa fille de la maison de votre frère avant même que celui-ci ne décède ? Comment aujourd'hui



Noël De Poukn, président de la NJSPF

d'hui l'héritage de votre frère est-il géré ?

NDP : Il me semble important de souligner ici que Dame Afiwavi a souhaité voyager avec mon frère qui le lui a refusé. Chose surprenante, au cours du voyage et jusqu'à la sortie de WAHALA, mon frère reçut plusieurs appels de dame Afiwavi pour des inutilités juste pour l'emmerder. Au cours du trajet, mon frère informait ses sœurs qui voyageaient avec lui, d'un nième appel entrant de Dame Afiwavi quand, aussitôt survint l'accident.

Mécontent, par ces agissements et appels intempestifs, origine de l'accident, ajoutés à la vie qu'elle menait avec des compagnies douteuses pendant son séjour à l'hôpital, mon frère fut contraint de demander à dame Afiwavi de regagner ses parents en attendant qu'il soit libéré de l'hôpital et revoir son cas.

Face à son refus, le frère a donc demandé à certaines personnes de l'évacuer momentanément.

Voilà les circonstances dans lesquelles Dame Afiwavi fut accompagnée chez ses parents aux bons soins de la famille et ceci en mon absence, car ce jour, j'étais en mission à l'intérieur du pays dans le cadre de l'exercice de mes fonctions de Chef Service Matériel à la D.G.I de 2006 à 2014. Donc, je n'ai pris part ni de près, ni de loin à cette opération.

Il apparaît clairement que Dame Afiwavi a été évacuée de la maison pendant que mon frère Raoul était à

l'hôpital et conformément à son désirata, non qu'après qu'il ait rendu l'âme.

Vous m'interrogez également sur la succession de mon frère. Sachez que la succession de mon frère a été bien réglée suivant la procédure de conciliation devant la juridiction compétente et qu'aussi bien la veuve que ma nièce sont en jouissance totale

de leurs droits. Cependant, en ma qualité d'administrateur, j'assume bel et bien mes responsabilités dans ce sens.

Comme part successorale, Dame AFIWAVI a eu droit le 07 Novembre 2008 à :

- Une voiture RAV4 7254 AF dont la carte grise est au nom de mon frère. Elle serait même usagère de cette voiture en ce moment.

- Un terrain bâti sis dans un quartier prisé de la ville de Lomé dont elle a même donné reconnaissance et décharge en date du 20 Janvier 2014.

- Une importante somme d'argent versée au greffier en charge du dossier en sus de certains frais réclamés par son conseil. Cette décharge en date du 07 Novembre 2009 peut être consultée au greffe du Tribunal à Lomé.

- Une prise en charge de son loyer et une pension alimentaire jusqu'à la liquidation de la succession.

- Des biens mobiliers et matériels. Etc....

Ma nièce a eu droit le 07 Novembre 2008 à :

- La maison de son père,
- Une maison en chantier juxtaposée à la précédente,
- Une autre maison aussi inachevée,

- Une alimentation de son compte Epargne IDH sous le N° 040007000000684CA par mes soins,

- Un autre compte Epargne ouvert à mon initiative et régulièrement approvisionné par mes soins dans les livres de la Banque Populaire d'Epargne et de Crédit sous le numéro 15100670001.

- Une somme de Cinq Cent Mille (500.000 FCFA) est versée à sa mère via son conseil à chaque rentrée scolaire et ce depuis 2008 ; en sus d'autres sommes qui sont versées à l'occasion de son anniversaire et des fêtes de fin d'année.

LEN : Et pourtant il nous revient que le dossier au niveau de la justice n'aurait pas abouti.

NDP : Je voudrais à ce sujet porter à votre connaissance tout simplement que le dossier a bel et bien abouti. En effet, Dame Afiwavi et son conseil ont eu accès au dossier et au jugement mais ils ont été déboutés.

LEN : Monsieur le Président certaines mauvaises langues vous font le procès d'avoir fait main basse sur les biens mobiliers et immobiliers de votre frère. Que leur répondrez-vous ?

NDP : La majorité des togolais connaissent mon engagement aux côtés des veuves, des orphelins, des démunis, des déshérités etc. auxquels je viens de façon permanente en assistance.

La plupart des orphelinats de la capitale togolaise et ceux de l'intérieur du pays ont déjà bénéficié de mes actions et ce n'est pas à ma propre nièce, l'enfant de mon grand frère direct que cette assistance va faire défaut.

LEN : Votre dernier mot Monsieur le Président

NDP : Je voudrais d'abord vous remercier pour l'opportunité que vous venez de m'offrir et profiter pour vous dire que vous les journalistes vous avez un grand rôle à jouer dans nos sociétés. C'est sur vous que le peuple compte pour avoir des informations vraies sur des sujets divers. Cependant, lorsque vous faites votre travail en vous fiant aux rumeurs sans aucun effort de vérification, vous ne rendez pas service au pays. Je voudrais m'en arrêter là et vous renouveler mes remerciements.

Refus de l'opposition de travailler avec le pouvoir de Faure Gnassingbé :

DANI AYIDA DONNE DES CONSEILS UTILES À L'ANC

Suite de la page 3

lectuelle.

Réagissant ainsi donc sur la lettre des évêques à la veille de la fête de l'indépendance, Dani Ayida a indiqué que "ceux qui disent ne pas fréquenter le pouvoir, et refusent d'échanger et de travailler au quotidien avec eux pour l'avancement du pays sur plusieurs plans, ce sont des poltrons".

"Comment vous pouvez avoir des changements quand vous ne fréquentez pas les gens du pouvoir, quand vous ne les approchez pas pour échanger avec eux sur les questions de politique nationale ? Les gens croient qu'il suffit que vous vous approchiez du pouvoir donc vous êtes corrompus. Ce n'est pas le cas", a



Jean-Pierre Fabre, chef de file de l'opposition

déclaré l'expert mettant ainsi à nu l'égoïsme et le sens de l'intérêt personnel développé par cette opposition.

Pour ce dernier, la bataille entre les partis politiques devrait s'arrêter

aux élections. Mais après ces échéances électorales, il devient impérieux que parti au pouvoir et opposition s'asseyent ensemble pour réfléchir à la façon dont il faut conduire le pays.

"Les compétitions politiques doivent se limiter aux scrutins et c'est tout. A part ça, chacun garde sa dignité, et sa position politique. Ce qui n'empêche pas qu'ils se fréquentent, qu'ils échangent et qu'ils travaillent ensemble aux quotidiens pour que le pays puisse avancer sur plusieurs plans", a fait remarquer l'expert.

Faure Gnassingbé a compris depuis longtemps cette nécessité de conduire le pays ensemble avec toutes les forces vives du pays. C'est ce qui explique d'ailleurs sa main tendue à tous les partis politiques et autres acteurs de la société civile, afin qu'ils apportent leurs contributions pour une meilleure gestion des affaires du pays.

Cet engagement du Président de la République s'est d'ailleurs traduit par l'accord historique signé avec l'Union des Forces du Changement (UFC), qui, visiblement, semble avoir compris la nécessité de travailler ensemble avec le pouvoir en place.

Vivement que ces conseils de Dani Ayida expert en démocratie et poli-

tique pour l'Afrique de l'Ouest, touchent les cœurs des acteurs politiques de l'opposition, et portent des fruits.

Comme souhaité par ce dernier, il est désormais opportun que l'opposition fasse un sursaut qualitatif pour comprendre que "nous sommes togolais et que nous aimons tous ce pays. Nous sommes donc obligés de travailler ensemble pour que ce pays avance".

La main de Faure Gnassingbé reste tendue, et il est prêt à avancer avec tous les togolais qui le souhaitent. Que ceux qui veulent rejoindre le train de l'émergence grimpent dans les wagons, sinon, le pays continuera d'avancer avec ou sans eux.

G/N



COMMUNIQUÉ

TOGO TELECOM informe son aimable clientèle qu'il met à disposition un numéro vert pour lutter contre les coupures de câbles de télécommunications et les destructions d'infrastructures télécoms.

En effet, pendant que l'opérateur des communications électroniques pose les câbles pour offrir de meilleurs services à tous les togolais, des individus mal intentionnés détruisent, déterrent, coupent et emportent ces câbles, privant une grande partie de la population de l'usage stable du service Internet et du service de téléphonie.

Face à cette situation, TOGO TELECOM en appelle à la vigilance de tous et rappelle que les infrastructures de communications électroniques sont un bien public et doivent être protégées par tous les citoyens, premiers bénéficiaires des services multimédia.

À cet effet, TOGO TELECOM met à disposition un numéro vert, le **8000 9000**, afin que soit signalé tout individu se livrant à un acte de vandalisme, posant tout acte suspect autour d'une chambre souterraine, d'une armoire de rue, d'un poteau téléphonique ou sur un câble téléphonique ou tentant de se livrer à la vente frauduleuse de câbles téléphoniques.

TOGO TELECOM vous remercie pour votre sens du civisme.

La Direction Générale.

Récépissé n°0254/29/10/04 HAAC

L'ÉVEIL
de la nation

Siège : Djidjolé, non loin de
la Clinique Docteur BAYOR
Tél: (00228) 22 32 85 95
Directeur de Publication:
Sama T. DJOBO
(00228) .90 03 17 74
.98 62 72 72

Rédaction:
Biva KPELAFIA,
Sam DJOBO,
Armand ATTISSO
Moudjib FALANA
Gaël N.
Kékéli (Stagiaire)
Kahf DJOBO (Stagiaire)

Secrétariat :
AGBERE Takira

Imprimerie:
La Colombe
Tirage :
2.500 exemplaires